

prévisions budgétaires, et la déclaration suivante que le premier ministre a faite le 23 janvier, selon la page 12096 du *hansard*, et que je cite:

Nous avons l'intention d'y consacrer au total 1 p. 100 du revenu national d'ici peu de temps.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Ainsi posée, la question me paraît de nature à soulever un débat.

[Plus tard]

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, je ne comprends pas qu'on puisse dire que ma question prête à controverse lorsque je veux savoir comment les crédits se concilient avec la déclaration du premier ministre, mais je vais quand même essayer de nouveau en m'adressant cette fois au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'aimerais lui demander si les crédits de l'an prochain reflètent une réduction générale de l'aide étrangère.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, tel n'est pas le cas.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Si je comprends bien, le député de Royal demande des renseignements dont il peut prendre connaissance de la même façon que les autres députés. Par conséquent, sa question est irrecevable.

[Plus tard]

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il dire à la Chambre pourquoi le budget des dépenses révèle une réduction de l'ensemble de l'aide à l'étranger?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, à cette question j'ai déjà répondu qu'il n'y avait pas de réduction. La nouvelle publiée dans la *Globe and Mail* de ce matin au sujet des données statistiques est inexacte. Nos crédits d'aide ont augmenté d'une façon sensible au cours des dernières années et, en cette année du centenaire, ils sont accrus. En somme, si on excepte les dépenses extraordinaires, il y a une augmentation nette des crédits d'aide à l'étranger de 42.7 millions de dollars. Ces chiffres comprennent uniquement l'aide et n'incluent pas les crédits de la Société d'assurance de crédits à l'exportation (article 21-A)...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre invoque le Règlement.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. On nous a tantôt interdit de discuter le budget des dépenses de l'année prochaine en disant que nous ne pouvions pas en discuter avant qu'il soit soumis à

[M. Fairweather.]

l'examen du Parlement. A présent, le premier ministre suppléant commente le budget des dépenses.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le représentant de Royal aurait dû, j'en suis sûr, tenir compte des instances ou des propositions que fait le député de Winnipeg-Sud-Centre. Je dois rappeler au député de Royal que la question, même dans la forme qu'il lui a donnée la troisième fois, restait irrégulière. Je n'aurais pas dû la permettre, j'en suis convaincu. Toutefois, je l'ai permise et le premier ministre suppléant avait donc le droit d'y répondre, je suppose. L'argument soulevé par le représentant de Winnipeg-Sud-Centre est bien fondé et peut-être serait-ce le bon moment de passer à l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, puis-je faire valoir un seul autre point? Je ne crois pas qu'il soit juste que le député soupçonne son propre collègue qui a posé la question.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LES CÉRÉALES

L'AUGMENTATION DU PRIX DU BLÉ EN VERTU DE L'ACCORD INTERNATIONAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Monsieur l'Orateur, j'adressais hier une question au ministre de l'Agriculture, d'ailleurs absent de la Chambre, et son secrétaire parlementaire a dit qu'il la tiendrait pour préavis. Il s'agissait de la hausse du péage sur la voie maritime du Saint-Laurent, annoncée par le ministre des Transports et qui aurait des répercussions sur les frais de production du blé. En vertu de l'Accord international sur le blé, le ministre a-t-il pris des mesures pour augmenter le prix de vente du blé?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je crois que la question, par son sujet, relève plus directement de mon collègue le ministre du Commerce; mais je puis assurer au député que nos représentants à Genève travaillent activement et vigoureusement afin que les cultivateurs de blé de l'Ouest bénéficient de tout nouvel accord mondial sur le blé.

Une voix: Il est grand temps.

[Plus tard]

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Commerce, mais en son absence, un autre ministre pourrait peut-être